

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 mai 2013

SÉPARATION ET RÉGULATION DES ACTIVITÉS BANCAIRES - (N° 1091)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 10

présenté par

M. Alauzet, Mme Sas, Mme Abeille, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili et M. Roumegas

ARTICLE 7

À l'alinéa 36, substituer aux mots :

« les autres obligations »

les mots :

« l'ensemble des autres obligations et titres de créance émis. Cette disposition s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les obligations autres que celles ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La rédaction actuelle du projet de loi permet de faire supporter les pertes de la banque aux créanciers juniors et subordonnés, mais non aux créanciers seniors. Cette disposition, qui doit être prise au niveau français et européen, est pourtant essentielle pour assurer à nos concitoyens que ceux qui bénéficient aujourd'hui du système financier, seront aussi ceux paieront en cas d'une nouvelle crise.

Cet amendement propose donc d'inscrire dès aujourd'hui dans la loi la mise à contribution des créanciers senior tout en conditionnant l'application cette disposition à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne en cours d'élaboration.